

Questions orales

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je suis heureux que le très honorable représentant ait soulevé cette question sur laquelle on n'avait pas encore attiré mon attention jusqu'à présent. Je vérifierai ses allégations et j'y donnerai suite. Au besoin, je prendrai les mesures qui s'imposent pour remédier à la situation.

M. Diefenbaker: Il me reste seulement une autre question à poser. Le secrétaire d'État veut-il dire que son ministère n'a pas reçu de plainte dans ce sens? Je pense qu'il ferait mieux d'examiner un peu plus attentivement le dossier.

* * *

STATISTIQUE CANADA

LA CESSATION DU RECRUTEMENT ET DU RECLASSEMENT—
LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, devant les rapports de la Presse canadienne, le ministre de l'Industrie et du Commerce pourrait-il confirmer que, suite à une directive de Statistique Canada, toutes les activités de recrutement et de reclassification du personnel, y compris les surnuméraires, ont cessé le 4 juin à 17 heures, en attendant la présentation du prochain budget?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'ai appris de Statistique Canada que le nombre d'employés occasionnels et d'autres mesures budgétaires supposent le recours à certaines procédures inter-ministérielles pour éviter que les opérations du ministère ne dépassent les limites prévues par le budget actuel pour l'année 1975-1976.

* * *

● (1440)

LA FONCTION PUBLIQUE

LA POSSIBILITÉ DE CESSATION DU RECRUTEMENT EN
PRÉVISION DU BUDGET—DEMANDE DE PRÉCISIONS

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au président du Conseil du Trésor. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si, en prévision du budget, toutes les activités de recrutement ont cessé au sein de la Fonction publique du Canada et, dans l'affirmative, pourrait-il nous donner des précisions sur ce blocage, tant sur sa durée que sur le nombre d'emplois visés?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, il n'a été ordonné aucun gel du nombre des fonctionnaires par le gouvernement autre que la réduction prévue lors de l'annonce du budget au mois de novembre.

* * *

L'ADMINISTRATION DU GOUVERNEMENT

L'AUTORISATION D'UTILISER LE FONDS DE L'ASSISTANCE À
L'AGRICULTURE DES PRAIRIES POUR RÉMUNÉRER UN
FONCTIONNAIRE À REGINA—LA POSSIBILITÉ D'UN
REMBOURSEMENT

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, je voudrais, pendant que

j'ai la parole, répondre à l'honorable député de Red Deer, qui m'a posé une question hier. Il me fait plaisir de l'informer que l'argent du Fonds de l'assistance à l'agriculture des Prairies n'est pas utilisé à des fins administratives. La secrétaire en cause n'a donc jamais été payée à même la caisse du Fonds d'assistance à l'agriculture des Prairies, quand elle est allée travailler pour le bureau ministériel à Regina. C'est en sa qualité de fonctionnaire qu'elle l'a fait, et elle a toujours été payée sur les mêmes fonds. Il n'y a eu absolument rien d'illégal dans ce procédé.

* * *

[Traduction]

L'IMMIGRATION

L'ADMISSION D'ÉTUDIANTS HOLLANDAIS COMME
TRAVAILLEURS AGRICOLES EN NOUVELLE-ÉCOSSE—LES
INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et j'espère que le ministre de l'Agriculture y prêtera également une oreille attentive. Il y a maintenant une semaine que j'ai soulevé le problème des étudiants hollandais en agriculture qui sont dans l'impossibilité de venir en Nouvelle-Écosse. J'apprends qu'il y a une heure les services d'un seul auxiliaire agricole canadien ont été offerts par le ministère de la Main-d'œuvre à quelque 16 agriculteurs qui en avaient fait la demande dans le centre de la Nouvelle-Écosse. Ce problème touche aussi les circonscriptions de Dartmouth-Halifax-East et Central Nova. Le ministre pourrait-il envisager la possibilité de permettre à des étudiants en agriculture hollandais d'occuper des postes qui ne semblent pas pouvoir être remplis par des Canadiens?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, le nombre d'étudiants étrangers admis au pays pour occuper des emplois temporaires pendant l'été a été réduit cette année pour permettre à nos jeunes de trouver un emploi. C'est le motif de cette interdiction. J'étudierai la situation des agriculteurs qui, au dire du député, ont des difficultés constantes et je ferai accélérer nos efforts pour trouver des Canadiens prêts à occuper ces emplois, mais nous n'emploierons des étudiants étrangers qu'en dernier recours.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

L'ÉTUDE DE LA STRUCTURE DES FORCES ARMÉES—LA
PUBLICATION DES CONCLUSIONS

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale et je vous saurais gré de la lui communiquer. Dans sa déclaration du 2 juin, le premier ministre, faisant allusion au sommet de l'OTAN, a bien précisé qu'une étude de la structure de la défense était actuellement en cours. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si cette étude est menée par des fonctionnaires de la Défense ou par ceux du cabinet du premier ministre? Dans l'un ou l'autre cas, quand cette étude sera-t-elle terminée et sera-t-elle déposée ou rendue publique d'une autre façon?